

## **Communiqué aux médias**

dimanche 11 mars 2007

# **C'est confirmé: les Suisses refusent les hausses d'impôts**

## **economiesuisse au sujet du refus de l'initiative «pour une caisse maladie unique et sociale»**

C'est un non clair que le peuple et les cantons suisses ont opposé à l'initiative sur la „caisse unique et sociale“. L'économie se réjouit vivement du double message ainsi transmis par les citoyens: ils souhaitent préserver et développer la concurrence dans le domaine de la santé et s'opposent à des augmentations d'impôts.

L'initiative sur la caisse unique aurait bouleversé le financement de l'assurance de base. Les initiants estimaient qu'il fallait « en finir avec les primes par tête ». En 2003 le peuple et les cantons avaient déjà nettement refusé un tel changement. Ce message a été confirmé aujourd'hui: en refusant la caisse unique, les Suisses réitèrent leur soutien au principe des primes individuelles et des incitations à un comportement économique. La volonté de la gauche d'augmenter la pression fiscale sur les classes moyennes subit par ailleurs un véritable naufrage. Après le refus de l'initiative „Cosa“ sur l'affectation des bénéfices de la BNS en automne dernier, le scrutin de ce jour représente un signal très important aussi bien en matière de politique fiscale que dans le domaine de la santé. Les apprentis sorciers n'ont pas été suivis par la population. Ce NON à la caisse unique sonne comme une confirmation : le peuple refuse de se laisser emmener sur des chemins de traverse en matière fiscale. Les dernières inventions du PS en matière d'harmonisation fiscale subiront à n'en pas douter le même sort.

On relèvera par ailleurs que le peuple et les cantons sont conscients de la nécessité de développer la concurrence dans le domaine de la santé publique, entre caisses maladie bien sûr, mais aussi entre prestataires de soins. Cela signifie que les réformes à venir dans le domaine de la santé ne devront pas écarter les règles du marché. Dans le domaine des hôpitaux, qui constitue une part importante des dépenses de santé, davantage de concurrence est nécessaire. Pour y arriver, il faudra pouvoir s'appuyer sur une grande transparence en matière de coûts et de qualité des prestations, afin de pouvoir procéder à des comparaisons.

Pour toutes questions:

Urs Rellstab, tél. 079 669 56 10

Chantal Balet Emery, tél. 079 628 56 87

Damien Cottier, tél. 078 690 08 05